



**Déclaration préalable commune à
Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO Finances
Publiques de l'Ardèche
à la 2^{ème} convocation du Comité Technique de l'Ardèche
le 28 novembre 2019**

Monsieur le Directeur,

En préalable nous vous rappelons notre attachement à un réel dialogue social qui ne consiste pas à ratifier et accompagner des réformes voulues par le seul gouvernement et ses laquais. **Nous n'appliquons pas la politique de la chaise vide par principe mais par réaction à un jeu de dupe inacceptable.**

Le projet de nouveau réseau dit « de proximité » est le sujet qui préoccupe le plus l'ensemble des agents de la DGFIP.

Comme nous pouvons le suivre sur l'instagram local appelé Ulysse 07 depuis quelques semaines, une tournée des structures menacées de fermeture se déroule afin de rassurer les personnels et les élus. Vos seules propositions sont la création d'antennes dont la viabilité n'est pas connue, le travail à distance (dans quelles communes et dans quels locaux, combien de temps.....) et le télé-travail qui, nous le rappelons est limité à 10% des agents et deux à trois jours au maximum par semaine. Vos solutions ne peuvent être la réponse aux angoisses des collègues. De plus, les mesures d'accompagnement financières et statutaires à la mobilité subie ne sont que la transposition dans notre administration d'un véritable plan social qui ne porte pas son nom. Toiut ceci apparaît comme une tentative maladroite de dédramatisation ou l'expression du mépris que la DGFIP porte à ses agents ?

La nouvelle carte d'implantation de nos services que vous tentez de vendre aux élus locaux n'a en fait que bien peu évolué par rapport à la première version et ne rassure personne. Vous osez faire croire que notre département pourrait accueillir des agents de l'administration centrale, notamment sur le site de Tournon dans le cadre de la « démétropolisation » évoquée à maintes reprises par notre ministre. Nous savons pertinemment, vous comme nous, que les exigences du cahier des charges sont telles qu'aucune collectivité n'a raisonnablement de chance d'être retenue pour accueillir de nouveaux services. D'ailleurs, dans le procès verbal du CTL du 03/07/2019, vous confirmez que vous ne connaissez pas le devenir du bâtiment de Tournon et que le sujet sera soumis à la Centrale et la décision prise par le Ministre.

Ne serait-il pas plus honnête d'arrêter de parler de concertation, là où il n'y a que communication ou échanges.

Concernant les points à l'ordre du jour, nous avons quelques observations à formuler:

- La désintoxication de l'accueil des contribuables au guichet continue avec la fermeture au public d'une demi-journée supplémentaire le mercredi après midi des CFP de Privas (du jamais vu pour une ville préfecture!) et de Le Teil. N'est ce pas lié au sous-effectif chronique des services dû aux suppressions d'emplois successives qui entraînent toujours in fine des fermetures de services.
- Il en est de même avec la mise en place de l'accueil exclusif sur rendez-vous. Vous êtes vous mis un seul instant à la place des agents d'accueil qui devront expliquer aux usagers qu'ils doivent revenir un autre jour ou prendre rendez-vous à une date ultérieure ?
- La nouvelle organisation, déjà effective depuis septembre, au SIP de Tournon n'est elle pas liée à un sous-effectif patent de cinq agents plutôt qu'à une amputation d'une partie importante de leurs missions ? Nous vous rappelons qu'avec la mise en place du PAS, la réforme de la TH et l'abandon progressif de l'exonération de la TF, les agents n'ont pas ressenti une baisse de leurs charges. De plus il n'y a plus qu'un seul contrôleur pour un secteur qui en comprend deux : St Peray et Guilherand

Nous vous alertons, une fois de plus, sur le mal être croissant des agents dans les Services. Des situations de souffrance préoccupantes nous sont exposées quotidiennement.

Le projet de nouveau réseau de proximité n'est pas de nature à les rassurer, bien au contraire.

Notre présence à ce CTL reviendrait à venir discuter avec vous de la taille de la corde pour nous pendre ou de la date de nos funérailles, nous nous y refusons.

Dans la continuité des journées de grève 14 au total depuis le 1^{er} janvier 2019

5 février, 7 février, 14 février, 14 mars, 19 mars, 28 mars, 9 mai, 27 juin, 16 septembre, 19 septembre, 24 septembre, 1^{er} octobre, 24 octobre et 14 novembre

appuyées par des pétitions signées par des contribuables (1091 à ce jour)

Pétition CFP Privas -91-

 [petition secrétaires Flaviac -3-.pdf](#)

 [pétition mairie Saint Privat -15-.pdf](#)

 [petition Mairie de Pranles -24-.pdf](#)

 [Pétition CFP Tournon -49-.pdf](#)

 [Pétition CFP Tournon -22-.pdf](#)

 [pétition CFP Le Teil -381-.pdf](#)

 [pétition CFP Aubenas -295-.pdf](#)

 [Pétition CFP Aubenas -94-.pdf](#)

 [pétition Annonay -117-.tiff](#)

et des résultats de la votation des agents, organisée intersyndicale de l'Ardèche :

ARDECHE							OUI		NON	
070	Bulletins remis	Votants	Participation	Nuls	Blancs	exprimés	Nbre	Part	Nbre	Part
PRIVAS Direction/Paierie Du 10 au 16/10/2019	67	54	80,60%	2	2	50	45	90,00%	5	10,00%
LE TEIL CFP Du 18 au 30/10/2019	33	32	96,97%	0	0	32	32	100,00%	0	0,00%
PRIVAS CFP Le 4/11/2019	47	40	85,11%	0	0	40	40	100,00%	0	0,00%
TOURNON CFP Le 5/11/2019	41	32	78,05%	0	0	32	32	100,00%	0	0,00%
PRIVAS Trésorerie Municipale	15	14	93,33%	1	1	12	12	100,00%	0	0,00%
LE CHEYLARD Trésorerie	4	4	100,00%	0	0	4	4	100,00%	0	0,00%
COUCOURON Trésorerie	3	3	100,00%	0	0	3	3	100,00%	0	0,00%
ANNONAY Trésorerie	16	11	68,75%	0	1	10	10	100,00%	0	0,00%
AUBENAS CFP	66	58	87,88%	0	0	58	56	96,55%	2	3,45%
ANNONAY SIP SIE	24	22	91,67%	0	0	22	22	100,00%	0	0,00%
	316	270	85,44%	3	4	263	256	97,34%	7	2,66%

et du soutien des élu.e.s de nombreuses communes de l'Ardèche (84 à ce jour),

-  2019-10-22 BASSIN D'AUBENAS Intercommunalité (28 communes).pdf
-  2019-10-18 SAINT JULIEN VOCANCE Commune Motion Opposition Fermeture Centre des Impôts ANNONAY.pdf
-  2019-10-18 SAINT JULIEN VOCANCE Commune Motion Soutien AMRF Opposition Fermetures Trésoreries.pdf
-  2019-10-18 PRANLES Commune.pdf
-  2019-10-09 SAINT SYMPHORIEN SOUS CHOMERAC Commune.pdf
-  2019-10-08 SAINT JULIEN EN SAINT ALBAN Commune.pdf
-  2019-10-07 PAYS DE LAMASTRE Intercommunalité (11 communes) .pdf
-  2019-10-03 RHONE CRUSSOL Intercommunalité (13 communes) GUILHERAN GRANGES.pdf
-  2019-09-23 SAINT JULIEN DU SERRE Commune.pdf
-  2019-09-20 DESAIGNES Commune.pdf
-  2019-09-16 LE TEIL Commune.pdf
-  2019-09-16 GUILHERAND GRANGES Commune.pdf
-  2019-09-16 ACCONS Commune.pdf
-  2019-09-13 GILHAC et BRUZAC Commune motion AMRF soutien trésorerie.pdf
-  2019-09-12 MARCOLS LES EAUX Commune.pdf
-  2019-09-11 CHAUZON Commune.pdf
-  2019-09-9 VAL DE LIGNE Intercommunalité (11 communes) LARGENTIERE.pdf
-  2019-09-06 SAMPZON commune.pdf
-  2019-09-06 SAINT CHRISTOL Commune.pdf
-  2019-09-02 SAINT ETIENNE DE FONTBELLON Commune.pdf
-  2019-08-26 AUBIGNAS Commune.pdf
-  2019-08-20 SAINT JEAN CHAMBRE Commune.pdf
-  2019-07-2019 SAINT JEURE D'AY Commune.pdf
-  2019-07-26 SAINT MAURICE D IBIE Commune.pdf
-  2019-07-26 LA CHAPELLE GRAILLOUSE Commune.pdf
-  2019-07-17 SAINT MARTIAL Commune.pdf

Enfin les personnels des Finances publiques sont massivement mobilisés depuis des mois pour exprimer leur rasle-bol face à une situation de plus en plus dégradée à la DGFIP et pour exiger un renforcement du service public fiscal, comptable et foncier. Cela passe, notamment, par l'abandon du plan DARMANIN (dont le nouveau réseau de proximité), la réintégration des missions externalisées et privatisées, le maintien d'une organisation centrale à réseau déconcentré (à l'inverse des projets d'agences et de la mise sous tutelle des préfets), l'arrêt des suppressions d'emplois pour des embauches statutaires à la hauteur pour exercer toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail.

En matière de pouvoir d'achat, le gouvernement poursuit sa politique de disette : après le gel pluriannuel de la valeur du point d'indice entraînant une perte de pouvoir d'achat d'un niveau inédit pour tous les fonctionnaires, il s'attaque maintenant aux retraites.

C'est bien vers une paupérisation des retraités et pensionnés que l'on s'oriente. Derrière une mécanique complexe présentée comme devant apporter plus de justice, nous sommes une nouvelle fois face à une volonté politique aveugle de réduction de la dépense publique aux dépens des droits sociaux, de destruction de notre modèle social.

- Pour dire NON à un avenir de misère
- Pour dire NON aux réformes scélérates
- Pour la défense du code des pensions civiles et militaires
- Pour dire non à un nouvel allongement de la durée de cotisation
- Pour le retour de l'ouverture du droit à une retraite à taux plein à 60 ans.
- Pour le maintien du calcul sur la base de l'indice détenu les 6 derniers mois et d'un taux de remplacement à 75 % pour une carrière complète.
- Pour la garantie d'une retraite minimum égale au SMIC pour une carrière complète pour les salariés du privé comme du public.
- Pour la prise en compte des spécificités et de la pénibilité des missions.

Nous appelons donc toutes les agentes et tous les agents de l'Ardèche à la grève le 5 décembre 2019 et dans la foulée à la tenue d'assemblées générales pour débattre et décider de la poursuite de la mobilisation !